

Chapitre II

Formation et évolution du couple migratoire boliviano argentin

Les migrations internationales transatlantiques, tout comme les migrations à l'échelle de l'Amérique du sud, constituent une dimension essentielle de l'histoire du peuplement du continent sud-américain et du métissage de ses populations. L'histoire de la migration internationale des Boliviens s'inscrit dans cette géodynamique des migrations internationales¹.

Conformément au découpage proposé par Pellegrino (2003:p11), quatre grandes étapes marquent l'histoire de la migration internationale en Amérique Latine, toutefois une cinquième peut y être ajoutée. La première étape de l'histoire des migrations internationales vers l'Amérique Latine s'étend de la conquête espagnole et portugaise à l'Indépendance des pays latino-américains. Cette période se caractérise par l'immigration des colons européens et celle des esclaves originaires d'Afrique. Les premiers transferts d'esclaves noirs vers les Amériques datent de 1510; de nombreux esclaves quittaient l'Afrique depuis les ports du Golfe de Guinée et débarquaient au Brésil (Parker et al, 1999 : p155). Les esclaves étaient ensuite dispersés dans les exploitations des colons à travers l'Amérique du sud. La cohabitation entre les populations autochtones, les colons et les esclaves africains ont généré à l'échelle de l'Amérique Latine un important processus de métissage (Laplantine, Nouss, 1997 : pp26-34). Durant la traite des Noirs, de nombreux esclaves africains ont travaillé en Bolivie, dans les mines de Potosi et dans les champs de canne à sucre dans les vallées tropicales, les *Yungas*, se trouvant au nord de La Paz². La seconde étape, s'étendant de la seconde moitié du XIXe jusqu'au début du XXe siècle, se caractérise quant à elle par les grandes vagues d'immigration des migrants européens vers l'Amérique du sud en particulier vers l'Argentine. L'accélération de l'accroissement démographique à l'échelle du vieux continent, le processus d'internationalisation de l'économie (croissance des flux transatlantiques des capitaux), les faibles densités de population dans les pays du continent sud-américain et les lois en faveur de l'immigration sont les principaux facteurs ayant généré les flux massifs des Européens vers les ports sud-américains. La troisième étape, des années 1930 au milieu des années 60', est marquée par des "*mouvements de populations vers les grandes métropoles, la migration internationale acquière donc un caractère régional et frontalier et fonctionne comme un complément de la migration interne*" [...] en effet sur le plan international "*la crise des années 1930, met un frein au libéralisme économique et aux migrations internationales*" (Pellegrino, 2003:p12). De nombreux pays, dont l'Argentine, adoptent alors des lois restrictives en matière d'immigration. L'immigration y est plus sélective. Après la seconde guerre mondiale, les dernières vagues d'Européens arrivent en Amérique Latine. A partir des années 1950, de grands changements d'ordre économique (industrialisation) et démographique (transition démographique) bouleversent l'Amérique Latine. La

¹ L'expression "la géodynamique des migrations" a été empruntée à Simon (1995).

² Parmi les danses folkloriques boliviennes, encore intensément perpétuées par les Boliviens en Bolivie et à l'étranger, on retrouve dans la *saya* et la *morenada* des rythmes et des figures issues des danses africaines. Les danseurs miment les gestes des esclaves africains durant leur journée de travail. Les chants qui accompagnent ces danses font écho aux conditions de vie des esclaves en Bolivie.

transition démographique dans de nombreux pays latino-américains conduit à une explosion démographique dans la région, " *entre 1955 et 1965, l'accroissement moyen annuel de la population latino-américaine atteint 3%* " (op. cit.p13). La croissance démographique et l'urbanisation en Amérique Latine s'accompagnent alors d'intenses migrations des zones rurales vers les villes mais aussi de migrations transfrontalières à l'intérieur de l'Amérique Latine. Dans certaines zones frontalières, les échanges et les flux de populations s'intensifient. De nombreux facteurs d'ordre géographique, historique, politique et surtout économique, comme celui de la différence notoire de niveau de développement existant entre deux pays voisins, attisent les déplacements unilatéraux de population et les pratiques de circulation transfrontalière. Ces dynamiques migratoires transfrontalières donnent lieu à la formation et à la consolidation de ce que l'on nomme des " couples migratoires ". Parmi ceux existant sur le continent américain, le plus emblématique est le couple migratoire Mexique/États-Unis. Les études scientifiques portant sur ce couple migratoire sont abondantes (Faret, 1998; Anguiano Téllez, 2005; Santibañez, 2002; Del Rey Poveda et Quesnel, 2005). Plus au sud, les couples migratoires: Nicaragua-Costa Rica (Medina-Nicolas, 2005 ; Cortes-Ramos, 2002), Colombie-Venezuela (Pellegrino, 2003:p15), Pérou-Chili (Kraft, 2002) et Bolivie-Argentine (Simon, 1995:p76) se sont progressivement consolidés. Après avoir attiré deux grandes vagues de migrants européens dans la première moitié du XXe siècle, l'Argentine devient la principale destination des populations sud-américaines et surtout de celles qui lui sont frontalières. C'est ainsi que l'Argentine prend une place importante dans les pratiques migratoires : immigration temporaire ou durable et circulation des populations latino-américaines au sein du " système du cône sud " (Balan, 1990). Les années 1970 marquent un tournant dans les dynamiques migratoires transatlantiques ainsi qu'à l'échelle du continent américain. Le sens des flux transatlantiques s'inverse et de nombreux latino-américains commencent à migrer vers les États Unis, l'Europe, le Canada, l'Australie et le Japon (Pellegrino, 2003:p13). Durant les années 1980, la crise économique généralisée à l'échelle de l'Amérique Latine aurait eu pour conséquence, selon Pellegrino, " *un effet paralysant sur les migrations transfrontalières dans la région* " (op. Cit. 2003:p16), l'Argentine et le Venezuela, les deux grands pays d'immigration de la région, ne semblent pas avoir échappé à ce phénomène. Par exemple, sur la période 1970-1975, le taux de migration (pour mille) estimé par la CELADE en Argentine était négatif alors que sur les autres périodes quinquennales entre 1950 et 2005, ils sont largement positifs. Depuis les années 1990, les dynamiques migratoires à l'intérieur de l'Amérique du sud et des Caraïbes semblent s'être complexifiées. Pourtant, selon les données de la CELADE, l'Amérique du sud semble se diviser en deux, avec d'un côté les pays enregistrant des taux de migration positifs et ceux ayant des taux de migration nuls ou négatifs. Avec des taux de migration supérieurs à 4 pour mille, la Guyane Française et le Costa Rica apparaissent comme les deux pays les plus attractifs sur la période 2000-2005. Alors que l'Argentine détient la troisième position (0,6 pour mille) devant le Panama (0,5) et le Chili (0,4), la Bolivie enregistre un taux de migration nul depuis la période 1995-2000.

1. "Argentine": la destination privilégiée des migrants boliviens

L'étude de la migration internationale bolivienne se heurte à la diversité et l'hétérogénéité des sources statistiques relatives à la mesure démographique des personnes nées en Bolivie et résidant à l'étranger. Selon la base de données élaborée par la Direction Générale du Régime Consulaire dépendant de la Chancellerie bolivienne, dont les statistiques proviennent des autorités compétentes de 33 pays, d'Amérique Latine, des États-Unis et d'Europe : " *plus d'un million de Boliviens (1 366 511 individus) résident à l'étranger en juillet 2003* " ¹, ce qui représente 12, 5% de la population résidant en Bolivie. Par conséquent l'émigration bolivienne peut être appréhendée comme un phénomène ancien, croissant et de grande ampleur. Selon la même source, " *les six plus grands pays d'accueil des Boliviens sont: l'Argentine (647 503 individus sont nés en Bolivie), les États Unis (160 323), le Brésil (116 276), le Chili (70 003), l'Espagne (36 757) et le Pérou (20 000)*". Les données venant d'être citées

¹ " *Datos oficiales de Bolivia indican que más de un millón de bolivianos vive en el extranjero* "5/11/2003, site web de la communauté bolivienne en Argentine, www.comunidadboliviana.com.ar.

divergent avec celles des recensements nationaux de population effectués dans les pays accueillant de nombreux migrants boliviens (Argentine, Etats-Unis...). La raison la plus plausible de cette différence proviendrait du nombre difficilement évaluable des migrants boliviens en situation d'illégalité ou de clandestinité. *“En Argentine sont considérés comme migrants illégaux les étrangers ayant traversé la frontière légalement en tant que “touriste” (turista), ou “voyageurs en transit”, ou “habitant frontalier en transit” et qui séjournent en Argentine plus longtemps que ne leur autorisent leurs statuts, réalisant ou non des activités lucratives non autorisées. Les clandestins quant à eux sont des étrangers ayant traversé la frontière de façon illégale, sans passer par des postes de frontière. Le point commun existant entre les migrants illégaux et les clandestins est le fait qu'ils ne possèdent pas les documents officiels leur permettant de séjourner, de travailler en Argentine, ils sont “sans-papiers”* (Sassone, 1987:p251).

1.1. La présence bolivienne à l'étranger

D'après les données statistiques issues des recensements nationaux des pays du continent américain, - réalisés à partir des années 1960 - et compilées dans la base de données du projet IMILA (*Investigación de la Migración Internacional de Latinoamérica*) de la CEPAL et de la CELADE, il apparaît clairement que l'Argentine est, de loin la destination privilégiée des migrants boliviens à l'échelle du continent américain. Dans les années 1960, l'Argentine accueillait 90% des migrants boliviens recensés sur le continent américain, 8% résidaient au Brésil et 2% seulement aux Etats-Unis. Dans les années 1970, 76% des migrants boliviens résidaient en Argentine, 8% d'entre eux résidaient au Brésil, 5% aux Etats-Unis, 5% au Chili et 3% au Pérou. Le reste des migrants était dispersé à travers des pays tels que le Venezuela, le Paraguay, l'Uruguay, Cuba, le Costa Rica... Les Etats-Unis deviennent, au cours des années 1980, le second pays d'accueil des Boliviens : 9% des migrants boliviens recensés sur le continent américain y résident. Toutefois, l'Argentine demeure bien loin devant le principal pôle traditionnel de l'immigration bolivienne, en accueillant 74%. La migration des Boliviens vers les Etats Unis s'inscrit dans le grand courant migratoire des populations sud-américaines qui a pris forme à partir de la fin des années 1970 et qui s'est intensifié ensuite. En 1990, près de 30 000 Boliviens y ont été recensés, soit 14% des migrants boliviens à l'échelle continentale. Selon Soldan, Arlington, Washington, San Francisco, Los Angeles, New York, Miami et Chicago sont les principaux pôles d'attraction des Boliviens aux Etats Unis (Paz Soldan, 2000:p58). Même si les données statistiques issues des recensements nationaux des pays du continent américain montrent que l'Argentine est le traditionnel pôle de l'immigration bolivienne, on remarque toutefois une diminution de la proportion relative des migrants boliviens en Argentine au profit d'autres destinations telles que : les Etats-Unis, les autres pays voisins de la Bolivie (le Brésil, le Pérou, le Chili, le Paraguay), le Mexique. La proportion des migrants boliviens résidant à l'étranger sur le continent américain a fortement diminué des années 1960 (90%) aux années 1990 (60%). Etant donné que l'ensemble des pays du continent américain n'ont pas encore tous réalisé leurs recensements de population au cours de la décennie 2000, il est encore trop tôt pour évaluer la proportion de migrants boliviens résidant en Argentine. Les données des recensements nationaux montrent néanmoins une forte augmentation des effectifs des Boliviens résidant au Brésil, au Chili et aux Etats-Unis. La migration internationale des Boliviens dépasse le cadre du continent américain. Une étude détaillée de la localisation des migrants boliviens à travers le monde mériterait d'être réalisée. Les deux principales difficultés de ce travail seraient d'une part d'évaluer le nombre d'immigrés boliviens non recensés dans chacun des pays et d'autre part d'évaluer la part des migrants boliviens parmi la population immigrée latino-américaine recensée (les immigrés provenant du continent sud-américain sont, dans certains recensements nationaux, regroupés dans la catégorie " population immigrée latino-américaine "). Des études et des reportages témoignent de la présence de migrants boliviens en Europe¹ dont en France², ou ayant

¹ Selon les témoignages recueillis par le journaliste Perez Uberhuaga (2003:361p), les Boliviens sont présents dans les villes suivantes: Barcelone, Madrid, Genève, Lausanne, Londres, Berlin, Bonn, Oslo, Stockholm, Bruxelles.

² En France, près de 1 000 Boliviens (939) ont été recensés en 1999, dont 50% ayant acquis la nationalité française (INSEE, 1999). Dans son mémoire de maîtrise intitulé " *Les Boliviens à Paris. Relations sociales et adaptation d'une*

résidé dans des pays tels que l'Israël et le Japon (Cortes, 1998 : p274). A ce titre, Cortes a évoqué la " *métropolisation* " et la " *mondialisation des destinations migratoires* " des Boliviens, en particulier des natifs du département de Cochabamba, au cours des années 1980 (Cortes, 1998 : p274). Même si elle n'est pas au cœur de cette étude, la question de la localisation des migrants boliviens à travers le monde revêt une dimension importante, celle de l'évolution spatiale du phénomène migratoire international bolivien. Tout au long de cette étude, nous aurons l'occasion d'explicitier les permanences et les mutations des flux et des stratégies migratoires des Boliviens, à travers l'analyse de l'évolution des systèmes résidentiels familiaux des migrants boliviens.

Encart.II.1 Des ouvriers et des étudiants boliviens au Japon

En 1980, 2 000 Boliviens furent recensés au Japon ; en 1992, ils étaient près de 3 700 (Fumio et *alii* in Tajima, 1995: p407). Les migrations des Boliviens vers les métropoles nippones, s'expliquent en grande partie par le fait que depuis les années 1980, le " *Japon souffre d'un important déficit de main d'œuvre dans le secteur de la construction et des services* " (Chourak, 1992:p45; 1990:p39). De plus, on peut supposer que la migration de type temporaire des Brésiliens vers le Japon soit à l'origine de l'immigration bolivienne. Selon le Ministère de la Justice japonais, 160 000 Brésiliens résidaient au Japon en 1992. Ils étaient 233 254 en 1997 (Sasaki, 2000 in Pizarro, 2003:p36). Au cours d'une étude menée dans les années 1990 en Bolivie auprès de familles paysannes des vallées de Cochabamba, dont certains membres étaient relativement mobiles à l'échelle internationale, Cortes relevait quelques cas de migrants ayant travaillé dans le secteur de la construction au Japon (Cortes, 1998 :p267). Dans une étude précédente, nous avons souligné l'existence d'un site Web de Boliviens étudiant au Japon (Gauvin, 2001:56). Dans ce site Web [*Bolivians students in Japan*], il était indiqué que des étudiants, originaires des villes de La Paz et de Santa Cruz, étudiaient dans les villes nipponnes de Tokyo, Sapporo, Osaka, Hokkaido, Kyushu, Tokushima, Okayama, Miyazaki, Hokkaido. Il existe d'ailleurs une association de Boliviens ayant bénéficié par le passé d'une bourse d'étude au Japon (*Asociación Exbecarios Bolivianos en el Japon*). Cette association, dont le siège se trouve à La Paz, a été créée en 1983.

1.2. Comment mesurer le phénomène migratoire bolivien vers l'Argentine ?

Pour analyser le phénomène migratoire bolivien en Argentine, différentes sources statistiques ont été utilisées afin de dresser les grandes lignes de l'histoire de ce phénomène. L'apport et les limites de ces sources statistiques sont brièvement exposés. Comme le souligne très justement Domenach, " la mobilité va croissante, et les mouvements de population sont désormais très flexibles, alors que les statistiques officielles persistent à en sous-estimer les données réelles, car elles font référence à une définition restrictive de la migration fondée sur le seul changement de résidence " (Domenach in Marmora, 1995:p10).

communauté immigrée récente ", Torrico Delgado (2003) indique que la quasi-totalité des Boliviens résidant en France habitent à Paris. L'auteur souligne que les immigrés boliviens arrivés en France avant les années 1970 appartenaient à une " *élite* ", alors que ceux qui immigrèrent après cette date, proviennent des " *classes populaires* " (Torrico Delgado, 2003).

Tab.II.1. Population née en Bolivie recensée dans les Amériques (1960'-2000')

PAYS DE RESIDENCE	1960'	1970'	1980'	1990'	2000'
Pays limitrophes					
Argentine	88 830	101 000	115 616	143 735	233 464
Brésil	8 049	10 712	12 980	15 694	20 388
Chili	---	7 563	6 298	7 729	11 649
Pérou	---	4 115	3 210	3 216	...
Paraguay	---	364	500	766	...
Reste Amérique du sud					...
Equateur	---	---	381	424	634
Colombie	---	---	---	390	...
Uruguay	---	247	211	376	...
Venezuela	---	1 166	301	1 936	1 810
Amérique centrale					...
Belize	---	---	---	---	32
Costa Rica	---	87	189	---	277
Salvador	---	17	---	40	...
Guatemala	---	60	85	85	...
Honduras	---	---	70	---	105
Mexico	---	---	---	1 329	1 145
Nicaragua	---	---	---	38	...
Panama	---	---	162	208	186
Caraïbes					...
Cuba	---	105	---	---	...
Rép. Dominicaine	---	21	---	---	...
Haïti	---	4	---	---	...
Amérique du Nord					...
Canada	---	---	780	2 435	...
Etats-Unis	2 168	6 872	14 468	29 043	44 000 e
Total	9 6879	132 333	156 801	207 444	313 690*

Source: IMILA, CELADE – CEPAL

--- : absence de données ; ... : données non disponibles. e: estimation ; *: donnée provisoire

Les recensements de population (CNPV)

L'évolution des effectifs des personnes nées en Bolivie et résidant en Argentine, repose sur les données statistiques émanant des neuf recensements argentins effectués sur la période 1869-2001. Le recensement de population argentin, nommé le "*Censo Nacional de Poblacion y Vivienda*" est connu sous le sigle CNPV. Les recensements de populations sont organisés depuis 1968 par l'INDEC¹ (*Instituto Nacional de Estadística y Censos*), date à laquelle cet institut fut créé. Les données issues des recensements argentins renseignent sur les effectifs des personnes nées dans chacun des cinq pays limitrophes de l'Argentine : la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay, à l'échelle des provinces argentines. Ces cinq groupes de population sont regroupés sous l'appellation de " population limitrophe ". Outre leur pays de naissance², les recensements nationaux de population donnent aussi, depuis 1991, certaines caractéristiques des individus constituant cette " population limitrophe ": le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, l'activité professionnelle exercée, l'année d'arrivée en Argentine, le lieu de résidence le lieu de résidence occupé cinq années précédant le recensement. Sauf indication contraire, la marge d'erreur standard relative des statistiques issues des recensements argentins est, selon l'INDEC, inférieure à 10%. On peut considérer que les recensements argentins offrent des données relativement fiables quant aux effectifs des personnes nées en Bolivie et résidant en

¹ Un certain nombre de données de l'INDEC est disponible *via* le web: www.indec.mecon.ar.

² Ni la région ni le département de naissance des migrants ne sont indiqués dans les recensements argentins.

Argentine. Toutefois, on peut émettre l'hypothèse qu'un certain nombre de migrants boliviens n'aient pas été comptabilisés lors des recensements : par exemple certains migrants se trouvant en situation illégale, les migrants ayant résidé plusieurs années en Argentine mais entre deux recensements (ce qui est tout à fait possible compte tenu du fait que les recensements argentins ont lieu tous les dix ans), et enfin un bon nombre de migrants saisonniers travaillant 6 mois par an en Argentine.

L'enquête complémentaire des migrations internationales (ECMI)

Dans la continuité du recensement national de population argentin effectué en 2001, l'INDEC a réalisé une enquête complémentaire des migrations internationales connue sous le sigle ECMI (*Encuesta Complementaria de Migraciones Internacionales*). Elle a été menée dans le but d'enrichir les données statistiques portant sur les individus résidant dans un ménage¹ comportant au moins un membre né dans l'un des cinq pays limitrophes de l'Argentine (la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay). Les ménages enquêtés ont été visités entre le mois de septembre 2002 et le mois de septembre 2003. Le questionnaire utilisé lors de cette enquête porte, entre autre, sur les réseaux migratoires, les trajectoires territoriales, les retours au pays d'origine, la conservation des liens des migrants avec leur pays d'origine, etc. L'enquête complémentaire des migrations internationales n'a pas été réalisée sur l'ensemble du territoire argentin, mais seulement dans les juridictions dans lesquelles chacun de ces cinq groupes de population étaient les plus représentées. Les ménages comportant au moins un membre né en Bolivie ont été recensés dans les juridictions suivantes : le Gran Salta, le Gran San Salvador de Jujuy mais aussi, comme les quatre autres groupes de population d'origine limitrophe, dans la ville de Buenos Aires ainsi que dans les vingt quatre municipalités (*partidos*) de l'agglomération de Buenos Aires (*Gran Buenos Aires*). L'enquête ECMI apporte une nouvelle série d'informations sur les pratiques non seulement des individus nés en Bolivie mais aussi sur les individus dont le ménage comporte au moins un membre né en Bolivie, ce qui constitue un nouvel apport de données. Par contre, cette enquête présente à la base une limite, celui du choix des lieux des enquêtes. Dans le cadre de notre étude, il aurait été intéressant d'obtenir l'ensemble de ces données à l'échelle de chacune des provinces argentines.

La Direction Nationale des Migrations en Argentine : les "radicaciones" et les passages transfrontaliers

La Direction Nationale des Migrations argentine, fournit des données sur les effectifs des personnes nées en Bolivie *radicadas*, c'est-à-dire ayant obtenu le droit de séjourner définitivement et de travailler dans la légalité en Argentine, que ce soit par la *tramitacion comun* ou par le biais d'une amnistie migratoire produite par la Direction Nationale des Migrations. La question de la *radicacion*, c'est-à-dire de la légalisation des étrangers en Argentine et en particulier des Boliviens a été traitée par Sasonne (2000) à travers une thèse de Doctorat dans laquelle figurent des données statistiques inédites. Analysées sur une longue période, par exemple depuis les années 50', ces données statistiques renseignent sur les fluctuations du nombre de droit de séjours définitifs attribués aux individus nés en Bolivie, ainsi que leurs parts relatives parmi les populations natives des pays limitrophes de l'Argentine au cours de cette même période. La Direction Nationale des Migrations en Argentine enregistre depuis 1921, le nombre de passages des individus nés en Bolivie aux frontières de l'Argentine. Ces données statistiques comportent principalement deux limites : les touristes et les autres individus ne sont pas différenciés, le nombre de passages des individus ne renseigne pas sur les allers-retours des personnes au cours d'une même année.

¹ Dans le recensement argentin, un ménage (*hogar*) correspond à " une personne seule ou un groupe de personnes partageant les frais d'alimentation et vivant sous le même toit "

2. Les Boliviens en Argentine: une présence croissante (1869-2001)

2.1. Evolution de la population provenant de l'étranger en Argentine

Comme nous l'avons évoqué en introduction de ce chapitre, l'Argentine est depuis le XIXe siècle un important pays d'immigration comparativement aux autres pays d'Amérique Latine. L'histoire des flux migratoires vers l'Argentine peut être divisée en quatre périodes. La première période 1869-1914 se caractérise par les flux des migrants originaires principalement d'Europe. En effet, la première vague de migrants originaire d'Italie, d'Espagne, de France, d'Allemagne, d'Europe de l'Est... déferla dans les ports argentins entre 1870 et 1929. En 1914, 30% de la population résidant en Argentine provenait de l'étranger et plus de 90% des étrangers ne provenaient pas des pays limitrophes de l'Argentine. La seconde période (1914-60) se caractérise par la stabilisation, autour de deux millions, des migrants originaires des pays non limitrophes de l'Argentine. En effet, à partir de la crise des années 1930 et durant la seconde guerre mondiale, les flux des Européens vers l'Argentine diminuèrent considérablement. Alors que sur cette même période, la population originaire des pays limitrophes de l'Argentine (Bolivie, Brésil, Chili, Uruguay et Paraguay) a plus que doublé, passant de 206 701 à 467 260 individus. Cette dernière représentait, en 1960, près de 18% de la population née à l'étranger. A partir de 1960, le nombre de migrants nés en Europe, dans des pays tels que l'Italie, l'Espagne, la Pologne, s'amenuisa (en effectif et en pourcentage) en raison du vieillissement de cette population et du non renouvellement de ces flux à la fin du XXe siècle. La troisième période (1960-1991) est marquée par la diminution des effectifs des migrants venus d'Europe (d'Italie, d'Espagne, de Pologne, de France...) et l'augmentation des effectifs des migrants originaires des pays limitrophes de l'Argentine à l'exception du Brésil. Ceci explique pourquoi les populations nées dans les pays limitrophes de l'Argentine ont pris de plus en plus d'importance parmi la population née à l'étranger, qui, quant à elle, ne cesse de diminuer depuis 1960. Alors qu'en 1914, la population originaire des pays limitrophes de l'Argentine représentait 8,6 % de la population étrangère, elle représente plus de 50% en 1991. Depuis 1991, la population provenant des pays limitrophes de l'Argentine est devenue supérieure à celle venant de l'Europe. En 2001, la population originaire des pays limitrophes représente 60% de la population née à l'étranger. Toutefois elle représente seulement 2,5% de la population totale du pays [Fig.II.1], [Fig.II.2].

Tab.II.2 Synthèse des sources statistiques utilisées pour mesurer l'évolution du phénomène migratoire bolivien en Argentine (1869-2002)

	Sources statistiques	Populations statistiques	Unités statistiques	Dates / Périodes	Echelle
E f f e c t i f s	Recensements nationaux de population argentins (CNPV)	$\Omega 1$ = ensemble des individus nés en Bolivie, résidant sur le territoire argentin et recensés	ω = individu...	1869, 1895, 1914, 1947, 1960, 1970, 1980, 1991, 2001	Provinciale
	Enquête complémentaire des migrations internationales (ECMI)	$\Omega 2.1$ =ensemble des individus résidant dans un ménage comportant au moins un membre né en Bolivie	ω = individu...	Période de septembre 2002 à septembre 2003	Ville Buenos Aires Agglomération de Buenos Aires Gran Salta Gran San Salvador de Jujuy
		$\Omega 2.2$ = ensemble des ménages comportant au moins un membre né en Bolivie	ω = ménage...		
		$\Omega 2.3$ = ensemble des individus nés en Bolivie et âgés de plus de 18 ans au moment de l'enquête	ω = individu...		
	<i>Dirección Nacional de Migraciones</i>	$\Omega 3.1$ = ensemble des Boliviens ayant acquis le permis de résider définitivement en Argentine par <i>tramitación comun</i> ¹ par an	ω = individu...	De 1958 à 2002 (par an)	Argentine
		$\Omega 3.2$ = ensemble des Boliviens ayant acquis le permis de résider définitivement en Argentine lors d'une amnistie migratoire ²	ω = individu...	Décrets : 1958, 1964, 1974, 1982, 1992	Argentine
F l u x	<i>Dirección Nacional de Migraciones</i>	$\Omega 4.1$ = Nombre des passages des personnes nées en Bolivie entrant sur le territoire argentin (migrant, touristes...)	ω = passage...	A partir de 1921	Argentine
		$\Omega 4.1$ = Nombre de passage de personnes nées en Bolivie quittant le territoire argentin	ω = passage...		Argentine

Conception et réalisation: A.Gauvin, 2005

¹ *Tramitación comun* : En Argentine procédure administrative permettant aux personnes nées à l'étranger d'acquérir le droit de résider sur le territoire argentin.

² Amnistie migratoire : En Argentine, campagne de régularisation décidée par le Gouvernement argentin permettant aux personnes nées à l'étranger et se trouvant en situation illégale d'acquérir le droit de résider et de travailler légalement sur le territoire argentin.

Tab.II.3. Argentine. Composition de la population née à l'étranger (1869-2001)

Années	Population totale (PT)	Population née à l'étranger (PE)	Population étrangère limitrophe (PEL)	Population Etrangère non limitrophe (PENL)	PE/PT (%)	PEL/PT (%)	PEL/PE (%)
1869	1 736 923	210 300	41 360	168 940	12	2,4	19,7
1895	4 044 911	1 006 838	115 892	890 946	26	2,9	11,5
1914	7 903 662	2 391 171	206 701	2184 470	30	2,6	8,6
1947	15 893 827	2 435 927	313 264	2122 663	15	2,0	12,9
1960	20 013 793	2 604 447	467 260	2137 187	13	2,3	17,9
1970	23 364 431	2 180 918	533 850	1647 068	9	2,3	24,5
1980	27 949 480	1 912 217	753 428	1158 789	7	2,7	39,4
1991	32 615 528	1 628 210	817 144	811 066	5	2,5	50,2
2001	36 260 130	1 531 940	923 215	608 725	4	2,5	60,3

Source: INDEC, CNPV, Argentine

Tab.II.4. Principales communautés étrangères recensées en Argentine en 1960 et 2001

1960			2001		
Rang	Pays de naissance	Effectifs	Rang	Pays de naissance	Effectifs
1	Italie	878 298	3	Italie	216 718
2	Espagne	715 685	5	Espagne	134 417
3	Paraguay	155 269	1	Paraguay	325 046
4	Chili	118 165	4	Chili	212 429
5	Pologne	17 915	9	Pologne	13 703
6	Bolivie	89 115	2	Bolivie	233 464
7	Uruguay	55 934	6	Uruguay	117 564
8	Russie	51 197	?	Russie*	*
9	Brésil	48 737	8	Brésil	34 712
10	Allemagne	48 157	10	Allemagne	10 362
11	Yougoslavie	36 661	17	Ex-Yougoslavie	3 210
12	Portugal	28 661		Portugal	*
13	Syrie	23 344	18	Syrie	2 350
14	France	21 883	12	France	6 578
	Autres origines	315 426		Autres origines	221 387
Total d'étrangers		2 604 447	Total d'étrangers		1 531 940

- * Absence de données. Sources: INDEC (CNPV : 1960, 2001)

2.2. Les Boliviens en Argentine (1869-2001)

Alors qu'en 1869, la population d'origine bolivienne représentait 15% de la population native des pays limitrophes de l'Argentine, elle ne présentait plus que 6% en 1895. Le nombre de Boliviens entre 1869 et 1895 n'a pourtant pas diminué. La diminution de la part des Boliviens est due à la forte augmentation des effectifs des populations brésilienne, chilienne, uruguayenne et paraguayenne. De 1869 à 1914, c'est la population originaire de l'Uruguay qui est la plus importante parmi les populations limitrophes. En 1947, la population d'origine paraguayenne (30%) devance l'uruguayenne (24%). A partir des années 60 et jusque dans les années 90, ce sont les populations originaires du Paraguay et du Chili qui prédominent. En 2001, la population née en Bolivie représente 25% de la

population limitrophe (233 464 individus). Celle provenant du Paraguay reste la plus importante avec 35%. Si l'on considère l'évolution des effectifs des populations en provenance de chacun des pays limitrophes de l'Argentine sur le territoire argentin, on remarque que la population d'origine bolivienne n'a pas cessé d'augmenter sur la période 1869-2001, contrairement aux populations natives des autres pays limitrophes. La population née au Paraguay a diminué légèrement sur la période 1980-91. La population native d'Uruguay a diminué sur la période 1914-1960 ainsi que sur la période récente 1991-2001, tout comme celle du Chili. Cette baisse est due, probablement, aux crises qu'a connues l'Argentine en 1994-95. En 1960, la communauté bolivienne¹ était la sixième communauté étrangère en Argentine et représentait 3,4 % de la population étrangère (0,44% de la population totale du pays). En 2001, elle représentait la seconde (233 464 individus), soit plus de 15% de la population née à l'étranger et 0,64% de la population totale du pays. À partir des années 1960, l'augmentation rapide du poids de la population bolivienne parmi la population née à l'étranger est due à deux facteurs : l'accroissement de la population bolivienne en Argentine d'une part et la diminution progressive du nombre des étrangers en particulier de ceux nés en Europe de l'autre [Fig.II.3].

2.3. Pourquoi l'Argentine est-elle la destination privilégiée des Boliviens ?

L'Argentine est depuis la fin du XIXe siècle, la destination privilégiée des migrants boliviens. Pourquoi les Boliviens migrent-ils bien plus en Argentine que vers les autres pays limitrophes de la Bolivie, que sont le Pérou, le Brésil, le Chili et le Paraguay ? La formation du couple migratoire boliviano argentin et sa consolidation depuis plus d'un siècle sont dues en grande partie au différentiel du niveau de développement entre l'Argentine et la Bolivie, qui demeure encore aujourd'hui important malgré la crise économique qui a touchée de plein fouet l'Argentine à la fin de l'année 2001. A titre d'exemple, l'indicateur de développement humain² de la Bolivie s'élevait, en 2003, à 0,687 (113^e sur 177 pays) alors que celui de l'Argentine s'élevait à 0,863 (34^e sur 177 pays) (PNUD, <http://hdr.undp.org/>). A cette même date, le revenu national brut (RNB) par habitant³ s'élevait, à 890 \$US en Bolivie et à 3650 \$US en Argentine. D'autres facteurs d'ordre géographique, géopolitique, économique et politique propre à l'Argentine et aux relations entre les deux pays, sont également à l'origine de la formation et à la consolidation du couple migratoire boliviano argentin.

Un contexte historico géographique propice à la mobilité des Boliviens vers l'Argentine

Pour comprendre dans quel contexte géographique et géopolitique se sont développées les premières migrations boliviennes vers l'Argentine à la fin du XIXe siècle, il faut tenir compte de l'évolution morphologique du territoire de la République bolivienne de l'époque, fort différent de celui de la Bolivie actuelle, ainsi que de la distribution de la population bolivienne en Bolivie. Au moment de son indépendance en 1825, le territoire de la République bolivienne avait une superficie de 2 363 769 Km² (soit deux fois supérieure à celle du territoire français). Entre 1867 et 1938, la Bolivie a perdu 1 266 188 Km², soit une superficie supérieure à sa superficie actuelle (c'est à dire: 1 098 581 Km²). Selon les données du Ministère des Affaires Etrangères bolivien (Pardo Navia, 2002:80) la Bolivie a dû céder au Brésil entre 1869 et 1928 490 430 Km² (ce qui représente 38 % du territoire total perdu par la Bolivie), au Pérou en 1909 251 000 Km² (soit 19%), au Chili en 1904 120 000 Km² (soit 9,4 %), à l'Argentine, entre 1889 et 1925 170 758 Km² (13,4%) et au Paraguay en 1938 234 000 Km² (soit 19,1%). Suite à la

¹ Dans les recensements argentins, le terme de communauté bolivienne ("*comunidad boliviana*") désigne l'ensemble des individus nés en Bolivie et ce malgré le fait que certains d'entre eux aient acquis la nationalité argentine sans avoir perdu pour autant leur nationalité bolivienne.

² L'indicateur du développement humain (IDH) intègre trois éléments : la longévité (espérance de vie à la naissance), le savoir (alphabétisation des adultes et niveau moyen d'instruction) et le revenu (Agence canadienne de développement international : <http://www.acdi-cida.gc.ca/>).

³ Le (RNB) est égal au PIB, plus le revenu net provenant des placements à l'étranger, moins les paiements équivalents versés à des non résidents qui contribuent à l'économie intérieure. (<http://www.acdi-cida.gc.ca/>)

Guerre de l'Acre, la Bolivie a perdu des territoires en Amazonie (1867) au profit du Brésil. La Bolivie céda sa façade maritime au Chili à la fin de la guerre du Pacifique (1904). Puis en 1938, elle céda le Gran Chaco (territoire riche en pétrole) au Paraguay à la fin de la guerre du Chaco. Concernant les autres territoires perdus par la Bolivie, "*des négociations inégales amenèrent en outre le pays à accepter des frontières conformes aux thèses de l'Argentine et du Pérou*" (Deler in Bataillon et al, 1993: 296). Parmi les territoires perdus par la Bolivie, c'est très certainement la perte de sa façade sur l'océan Pacifique, en 1879, qui fut le plus préjudiciable pour l'économie bolivienne. D'ailleurs le gouvernement bolivien tente périodiquement de négocier avec le gouvernement chilien afin de récupérer une portion du territoire côtier perdu (Saavedra, 2003 :35). Chaque année les Boliviens célèbrent le "Jour de la Mer" en souvenir de la perte de leur territoire côtier. Si l'on considère le territoire actuel de la Bolivie (datant de 1926), la Bolivie partage avec le Brésil 3 423 Km² de frontière commune, 850 Km² avec le Chili, 1 131 Km² avec le Pérou, 773 Km² avec l'Argentine, et 741 Km² avec le Paraguay. Malgré l'étendue des frontières boliviennes avec le Brésil et le Paraguay, les migrations des Boliviens ne semblent pas s'être autant développées vers le Brésil ni vers le Paraguay que vers l'Argentine. On peut supposer que la faiblesse des densités de peuplement dans les zones frontalières forestières et tropicales en Bolivie et au Brésil, ait freiné la mise en contact des populations et la mobilité transfrontalière des populations. En ce qui concerne les migrations boliviennes vers le Pérou, elles sont anciennes et particulièrement intenses dans la région du Lac Titicaca. De manière générale, il s'agit plutôt de migrations temporaires de populations commerçantes (Juge, 2003:p85). Si le Pérou attire des migrants boliviens, les migrants boliviens ne semblent pas être dans des logiques de sédentarisation au Pérou. Cela est certainement dû au fait que bien que le revenu national brut (par habitant) soit, en 2003, au Pérou (2150\$US) plus élevé qu'en Bolivie (890\$US), il demeure bien moins élevé que celui en Argentine (3650\$US). La faiblesse des flux des migrations boliviennes vers le Chili par rapport à ceux vers l'Argentine est due très certainement principalement au long régime imposé au peuple chilien par Pinochet (1973-90). Outre les écarts de niveaux de développement entre l'Argentine et la Bolivie, la proximité géographique a très certainement facilité les contacts et les échanges transfrontaliers. Comme nous aurons l'occasion de l'évoquer plus en détail par la suite, l'Argentine a, pendant une bonne partie du XXe siècle, fait appel à la main d'œuvre étrangère dans le secteur de l'agriculture et plus tard dans celui de la construction. De plus, l'Argentine a sous bien des aspects favorisé les flux des Boliviens en développant les moyens de transport entre l'Argentine et la Bolivie, et en facilitant leurs passages à la frontière. Les Boliviens peuvent entrer sur le territoire argentin en montrant, à la frontière, une pièce d'identité ou un permis de conduire. Normalement, ni visa, ni billet- retour, ni permis de travail retour ne leur sont exigés.

La flexibilité des politiques migratoires en Argentine

L'évolution des flux migratoires boliviens vers l'Argentine reflète à la fois les fluctuations économiques de la Bolivie et de l'Argentine, l'évolution du marché de l'emploi argentin, mais aussi l'attitude des gouvernements successifs argentins en matière d'immigration. Nous allons retracer brièvement les grandes lignes des politiques migratoires argentines, leurs références idéologiques et la manière dont les gouvernements argentins ont traité la question des étrangers en situation irrégulière. Dans la Constitution argentine de 1853, il est question de "*favoriser le peuplement de ce territoire désert et solitaire*". Le fait que le territoire national soit relativement peu peuplé notamment dans ses zones frontalières apparaissait comme un danger pour l'intégrité de la Nation. Aux yeux des dirigeants argentins, l'immigration était considérée comme "*une condition fondamentale pour la formation du pays, l'occupation de son territoire et le développement de ses potentiels*" (Marmora, 1995). Ce qui veut dire que l'établissement d'étrangers était conçu comme une possibilité de peupler le territoire et d'accroître les richesses du pays. D'ailleurs "*entre 1881 et 1915 sur 36 déclarations du Pouvoir Exécutif devant les Chambres, 32 (89%) traitent du sujet de l'immigration donc 27 (84%) évaluent l'immigrant comme force de travail*" (Solomonoff, 1971 in Marmora, 1995:pp16-17). Etant donné que l'Argentine souffrait d'un manque de main d'œuvre agricole et industrielle, le gouvernement argentin a adopté la politique du "laissez faire". Dès la fin du XIX^e siècle, pourtant, les principes protectionnistes s'affirment

en Argentine. Selon Marmora l'influence des anarchistes et des socialistes italiens et espagnols dans les organisations syndicales naissantes en serait la cause (Marmora, 1995:p19). Cané sera à l'origine de la " *Loi de résidence* " promulguée par le Général Rocca en 1902 facilitant l'expulsion d'étrangers pour motifs politiques. Cette loi fut complétée par la Loi de Défense Nationale de 1910 (*op. cit.* 1995:p19). Selon Marmora, les principes protectionnistes de l'époque reposaient alors explicitement sur une sélection ethnique des immigrants. La préoccupation était celle de construire une identité nationale fondée sur un processus d'assimilation des immigrants arrivés au début du siècle et de leurs enfants, autrement dit quasi-exclusivement d'immigrants d'origine européenne. C'est ainsi que l'on passa en Argentine de la sélectivité nordique des immigrants à une insistance pour maintenir les portes ouvertes seulement envers les courants migratoires qui prolongeaient ceux du début du siècle. C'est dans cet esprit que Bunge préconisa " *une immigration à partir de pays de race et de culture semblables à celle qui existe dans le pays* " dans le but d'éviter les minorités sociales ou politiques (Bunge, 1940 in Marmora, 1995)¹. Au lendemain de la crise de 1929, les logiques protectionnistes sont remplacées par des politiques migratoires restrictives ayant comme objectif la protection du marché de l'emploi. Entre 1931 et 1935, l'Argentine se ferme à l'immigration. En 1938, un décret a pour objectif de sélectionner et de réguler l'immigration selon les besoins du pays. " *En novembre 1939, un décret fixe à un minimum de 60% la proportion d'ouvriers argentins (de naissance ou naturalisés) qui doivent être employés sur les chantiers de travaux publics* " (*op. cit.* 1995:p21). Malgré ces mesures, les Boliviens ont continué à migrer en Argentine.

Une circulation transfrontalière " touristique "

A partir de la fin des années 1960 mais surtout dans les années 1980, s'est greffée aux projets régionaux de grande envergure comme celui du MERCOSUR (*Mercado Común del Sur*), une série de conventions bilatérales entre la Bolivie et l'Argentine, illustrant la volonté des gouvernements successifs des deux pays de vouloir favoriser la " *libre circulation des personnes* ". Cette volonté s'est traduite par des conventions dont les plus importantes sont les suivantes :

- 1963: Convention de Tourisme entre la Bolivie et l'Argentine;
- 1978 : Convention sur les travailleurs saisonniers entre la Bolivie et l'Argentine;
- 1988: Convention destinée à faciliter la circulation des personnes entre l'Argentine, la Bolivie et le Pérou dans le Corridor Interocéaniques des Libérateurs;
- 1989: Convention de coopération destinée à faciliter le tourisme entre l'Argentine et la Bolivie.

Les conséquences de ces conventions sur les flux migratoires des Boliviens vers l'Argentine demeurent floues. Rétrospectivement, il paraît aujourd'hui évident que bon nombre de migrants boliviens soient entrés en Argentine en tant que " touristes " et qu'ils y soient restés. Le nombre de migrants boliviens ayant bénéficié entre 1958 et 2001 d'une régularisation grâce à une amnistie migratoire est, à ce titre révélateur de l'ampleur des pratiques transgressives des conventions relatives à la libre circulation des personnes. Les procédures de régularisation des migrants illégaux (dont de nombreux Boliviens) mises en œuvre à partir du milieu du XXe siècle en Argentine, mettent en exergue le caractère ambigu des politiques migratoires argentines.

Les mesures de régularisation des flux et les amnisties migratoires en Argentine

Face à l'ampleur de l'immigration illégale, les gouvernements argentins successifs ont adopté une série de lois et de décrets entre 1940 et 1966 afin de limiter les migrations illégales et conjointement de protéger la population (native et en situation légale) en place. Bien que des normes migratoires soient fixées, " *rien n'est envisagé pour freiner véritablement les migrations clandestines ou améliorer les conditions de travail des migrants. L'attitude ambivalente de l'Etat argentin, reflétant des positions*

¹ Les Boliviens en Argentine souffrent, encore aujourd'hui de discrimination (Giusti, 1999:p39; Grimson et Paz Soldan, 2000:p26; Benencia, 2001). Cf. les articles de presse parus sur le site web de la communauté bolivienne d'Argentine (*Comunidad Boliviana de Argentina*: www.comunidadboliviana.com).

divergentes vis à vis de l'immigration bolivienne, profite aux entreprises qui abusent des situations d'illégalité des travailleurs" (Rapado, 1989 in Cortes, 2000a). Face à la présence étrangère croissante dans les zones frontalières du pays où près de 60% des immigrants sont en situation illégale, sont mises en place vers la fin des années soixante (1967) et les années soixante dix (lois de 1974), des mesures de régularisation et de contrôle des flux des clandestins. En 1976, le gouvernement argentin de Videla décida d'éradiquer les " *villas miserias* " (les bidonvilles) de Buenos Aires, dans lesquels vivaient de nombreux boliviens. Les populations des bidonvilles furent massivement re-localisées dans les aires périphériques de Buenos Aires faisant surgir en Bolivie un débat sur la discrimination des migrants en Argentine. Les gouvernements argentin et bolivien (sous l'autorité du Général Banzer) mirent en place un programme afin de rapatrier ces populations boliviennes dans le pays. Pour motiver le retour de ces populations, le gouvernement bolivien promit des terrains en ville, des crédits afin qu'elles puissent y construire leurs maisons et des emplois. Le gouvernement argentin se chargea du transfert de ces populations qui restituèrent leurs documents de résidence. Peu après le retour de ces populations " au pays ", le gouvernement bolivien renie ses engagements. Près de 200 familles originaires du département de Cochabamba organisèrent une coopérative de rapatriés afin de faire pression sur le gouvernement afin qu'il leurs cède des lopins de terre pour construire leurs logements. Au bout de quelques années, les rapatriés obtinrent leurs lopins mais le gouvernement ne leur donna pas davantage (Dandler, Medeiros, 1991:pp50-51). Se modifiant au gré des conjonctures en Argentine et en Bolivie, les politiques de réglementation de l'immigration en Argentine se sont traduites, entre autres, par une série de décrets d'amnisties migratoires, c'est à dire des grandes " campagnes " de régularisation des immigrés illégaux. Les Boliviens ayant acquis l'autorisation de résider définitivement en Argentine (1958-2002). En 1958, 9025 Boliviens ont bénéficié de l'amnistie migratoire (soit 33% des étrangers amnistiés d'origine limitrophe) en 1964. Ils étaient de près 5 000 (soit 24%) en 1974, 22 725 (soit 15%) en 1984, et 89 174 (soit 40% des étrangers limitrophes amnistiés) en 1992. En 1998, suite à la mise en place de mesures restrictives en matière d'immigration ayant pour objectif de limiter la migration illégale, les autorités migratoires dans certaines provinces ont exigé que les immigrés présentent un contrat de travail pour pouvoir entrer sur le territoire (Benencia, 2000).

3. Permanences et mutations des dynamiques migratoires boliviennes

3.1. Contextes et destinations des flux boliviens vers l'Argentine

Le couple migratoire boliviano-argentin s'est formé au gré des variations des flux des migrants boliviens. Afin de retracer sommairement l'historique des flux des migrants boliviens (de 1895 au début du XXI^e siècle) vers l'Argentine nous avons utilisé des données statistiques, provenant de la Direction Nationale des Migrations en Argentine, portant sur le nombre de passage (et non celui des individus) des Boliviens (personnes nées en Bolivie) aux frontières argentines. Pour retracer les grandes périodes de la migration bolivienne nous nous sommes inspirés du découpage chronologique en quatre périodes (1895-1947; 1947-1960; 1960-1970; à partir de 1970) proposé par Sassone et De Marco (1994:209) et repris par d'autres auteurs (Grimson, 1997:p31; Cortes, 2000a:p126). Ce découpage chronologique repose en grande partie sur les dates des recensements argentins.

Les premières migrations boliviennes saisonnières de type " rural-rural " vers le nord -ouest argentin (1895-1947)

Les premiers flux migratoires boliviens (1895) correspondent à la première période d'expansion des cultures industrielles dans le nord de l'Argentine (Sassone, De Marco, 1994:p209). Selon la Direction Nationale des Migrations, entre 1921 et 1937, ont été comptabilisées 21 600 entrées (seules les entrées des Boliviens sont ici considérées) en Argentine et 15 674 sorties (Sassone, 1994:p119). En grande majorité temporaires et saisonniers, les migrants boliviens d'origine rurale répondaient alors au manque de main d'œuvre dont souffraient les régions agricoles du nord de l'Argentine [\[Carte II.1\]](#).

La majorité des Boliviens arrivaient en mai dans les provinces de Salta et Jujuy (regroupées sous l'appellation de *RamaI*) et repartaient six mois après en Bolivie. Dans les années 1940, le développement des plantations de tabac engendre une nouvelle dynamique migratoire.

Dans les années 1940, le développement des plantations de tabac engendre une nouvelle dynamique migratoire. En effet, selon Hinojosa, les migrants originaires des départements de Tarija, de Chuquisaca et de Potosi et dans une moindre mesure des vallées de Cochabamba, ont développé à travers l'Argentine, un " *circuit migratoire* " original calqué sur le calendrier agricole (Hinojosa et al, 2000). Partant de Salta et de Jujuy (zones des plantations de canne à sucre et de tabac) ils migraient vers Tucumán, Mendoza (pour faire les vendanges) et vers Cuyo (pour la récolte des fruits) pour ensuite retourner dans le nord argentin (*op. cit.* 2000:p35). D'un point de vue structurel, les flux saisonniers des Boliviens répondaient au manque de main d'œuvre agricole car " *les natifs argentins avaient abandonné les emplois agricoles pour travailler dans le secteur industriel à Buenos Aires* " (*Organización de Estados Americanos* in Giusti, 1999:p9). Si ce système migratoire bolivien semble perdurer aujourd'hui, cela est probablement dû au fait que les patrons des *quintas*¹ horticoles en Argentine préfèrent employer des migrants saisonniers boliviens (Hinojosa, Perez, Cortez, 2000:p35), d'une part parce qu'ils ont la réputation d'être " *travailleurs* ", et d'autre part, parce qu'il est plus avantageux économiquement pour eux d'employer des travailleurs acceptant de travailler sans contrat de travail. Les gouvernements argentins successifs se satisfaisaient pleinement des flux saisonniers des Boliviens. Notons que les Boliviens n'étaient pas les seuls à migrer vers l'Argentine. Selon Benencia, les Paraguayens travaillaient dans les cultures de coton de *yerba mate*², dans les provinces de Formosa, du Chaco, de Corrientes et de Misiones. Les migrants chiliens se consacraient aux récoltes de poires et de pommes dans la vallée de Río Negro, aux travaux de tonte de moutons, à l'exploitation du pétrole et à la construction en Patagonie. Les migrants uruguayens, quant à eux, travaillaient principalement dans le *Gran Buenos Aires* dans le secteur des services (Benencia, 1997:p68).

Le début de l'urbanisation " des flux boliviens (1947-1960)

Dans les années 1950, les flux des Boliviens vers l'Argentine s'intensifièrent. Alors que sur la période 1938-1947, 22 232 passages de personnes natives de la Bolivie ont été comptabilisés, le nombre de passages s'élevait à 82 194 sur la période 1948-1957. L'intensification des flux boliviens est due en partie au fait que la main d'œuvre agricole d'origine argentine se syndicalisa et devint trop exigeante au regard des propriétaires des *quintas*. Dans ce contexte, les migrants saisonniers originaires de Bolivie devenaient indispensables au fonctionnement du secteur agricole argentin, à tel point que l'accès aux grandes exploitations agricoles du nord argentin (Salta et Jujuy) fut facilité par la mise en place d'une ligne ferroviaire construite précisément afin de permettre la circulation des travailleurs saisonniers entre la Bolivie et l'Argentine. C'est au rythme du calendrier des travaux agricoles que les flux massifs et saisonniers des Boliviens originaires du département de Tarija ont donné naissance à un " *système migratoire transfrontalier* " original (Hinojosa et al, 2000). Outre la multiplication des opportunités d'emploi dans le secteur agricole argentin, s'ajoute un autre élément explicatif de ces flux : celui du contexte socio-économique dans lequel se trouvaient les sociétés paysannes boliviennes. En effet, l'ampleur du développement de la migration des Boliviens ruraux vers l'Argentine, n'est pas sans rapport avec les mutations socio-économiques et la crise des systèmes agraires boliviens, engendrée par la réforme agraire en Bolivie en 1953. Face à la lente destruction/re-structuration des systèmes agraires, au manque de terres cultivables, la migration internationale représente pour les sociétés paysannes boliviennes, un moyen de diversifier leurs activités et donc leurs sources de revenus (Cortes, 2000a). Mais, tandis que les flux migratoires boliviens vers les régions du nord argentin se maintenaient, un courant migratoire vers la région métropolitaine de Buenos Aires commença à se dessiner. Cette dernière restait cependant secondaire par rapport aux flux migratoires vers les régions

¹ Le terme de *quinta* peut se traduire par exploitation agricole.

² Le maté est la boisson consommée quotidiennement en Argentine.

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

du nord. Le fait que des Boliviens commencent à migrer vers Buenos Aires a très certainement favorisé la sédentarisation de certains Boliviens, dont les rythmes de mobilité n'étaient plus soumis au calendrier agricole. Le nombre de passages des natifs de la Bolivie s'élevait à 821 494.

Quand le pouvoir attractif de Buenos Aires s'affirme (1960-70)...

Dans les années 1960, l'Argentine est touchée par une série de crises économiques engendrées par le développement de l'agro-industrie. Les crises les plus graves sont liées au crack du coton dans le Chaco, à la surproduction de sucre et à la fermeture des raffineries de sucre à Tucuman. On assiste parallèlement à la crise de la production et à la cueillette de l'herbe à maté, de même qu'à celle du tabac à Corrientes et enfin, à la diminution la production forestière. Ces crises régionales ont généré le redéploiement des migrations des populations, aussi bien natives qu'étrangères, vers les villes, spécialement vers Buenos Aires (Benencia, 1997:p68). C'est ainsi qu'à partir des années 1960, les populations originaires de Bolivie mais aussi du Paraguay ou encore de l'Uruguay, se sont dirigées de plus en plus vers l'Aire métropolitaine de Buenos Aires, devenant la principale destination des migrants originaires des pays limitrophes de l'Argentine (INDEC, 1997:p8). Dans les années 1970, de nombreux Boliviens migraient encore vers les provinces de Salta et de Jujuy puis vers la région de Cuyo pour participer aux vendanges et aux récoltes maraichères (Celton, 1995) puis complétaient leur "cycle de travail" en travaillant, un temps, à Buenos Aires (Grimson et Paz Soldan, 2000:8). Certains Boliviens partaient directement à la recherche d'un travail dans la capitale argentine (Benencia, 1997:68). En 1970, 37% des migrants boliviens vivaient dans le *Gran Buenos Aires* contre 16% en 1960. Cette réorientation progressive des flux a deux causes principales: la mécanisation progressive des systèmes de culture de la canne à sucre des régions agricoles du nord argentin (l'industrialisation a provoqué une baisse des offres d'emploi) ainsi que l'augmentation de l'offre d'emploi dans le secteur de la construction à Buenos Aires (due à l'augmentation de la demande de logement) principalement dans le secteur de la construction.

La diversification des destinations des migrants depuis les années 1980

Au cours des années quatre-vingt, la Bolivie fut touchée par une série de troubles socio-économiques. La mise en place de la "Nouvelle politique économique" en Bolivie qui a eu pour conséquence la fermeture de nombreuses mines dans les départements de Potosi et d'Oruro, l'intervention militaire nord-américaine dans la zone de production de coca au Chaparé (dans le département de Cochabamba), et la crise du coton¹ (1990) ont généré des vagues de licenciements en Bolivie. De plus, le pays fut touché, en 1982 et 1983, par des périodes de sécheresse qui mirent en péril les économies des familles paysannes. L'ensemble de ces événements provoqua en Bolivie de nouvelles vagues massives d'émigration vers l'Argentine. Bien que les principaux foyers de peuplement des Boliviens demeurent le *Gran Buenos Aires*, la capitale fédérale de Buenos Aires, Jujuy et Salta, les Boliviens ont migré progressivement dans les régions de La Pampa, de Cuyo et en Patagonie. Depuis 1970 à 2001, le nombre de Boliviens en Patagonie est passé de 1 300 à 7 885 individus. A l'exception de la Terre de Feu, le nombre de Boliviens dans chacune des provinces de la région patagonique a augmenté entre 1991 et 2001.

3.2. Localisation des migrants boliviens en Argentine (1869-2001)

Depuis la fin du XIXe siècle, de nombreux Boliviens partent vers le sud, attendent quelques heures ou quelques jours dans les villes frontalières de Villazon, Bermejo ou Yacuiba, puis traversent la frontière boliviano-argentine... Depuis la fin du XIXe siècle la distribution des populations originaires des pays limitrophes de l'Argentine sur le territoire argentin s'est modifiée au gré des flux des migrants. Selon

¹ La crise du coton en Bolivie provoqua la fermeture de nombreuses entreprises textiles (*Manufacturas de Algodon SA (ex Said)*) dans les villes de Santa Cruz, Cochabamba, Quillacollo et La Paz.

les époques certaines régions sont apparues plus attractives que d'autres. A partir du milieu du XIXe siècle et jusqu'en 1914, 50% des migrants originaires des pays limitrophes de l'Argentine se trouvaient dans la région de La Pampa¹. En 1914, 35% des migrants limitrophes recensés dans cette région résidaient dans la capitale fédérale de Buenos Aires. " *Les populations natives d'Uruguay et du Brésil formaient les courants les plus importants*" (Sasonne, 2000:p216). La région Nord-Est² concentrait 16% des migrants limitrophes (dont 38% dans la province de Misiones). Dix pour cent des migrants limitrophes se trouvaient en Patagonie³ (dont 50% dans la province de Neuquen), 10% étaient dans le nord-ouest (dont 66% dans la province de Jujuy) et 5% dans la région de Cuyo (dont 78% à Mendoza). A l'échelle de ces régions, il y a une forte concentration des migrants limitrophes sur une partie du territoire provincial. En 1947, la région de la Pampa ne concentrait plus que 40% de la population limitrophe. La baisse des effectifs des migrants d'origine limitrophe dans les provinces de Entre Ríos, de La Pampa et de Santa Fe entre 1914 et 1947, explique en partie la baisse de la proportion des limitrophes dans la région de la Pampa par rapport au reste du territoire argentin. L'autre explication de cette baisse est l'augmentation des effectifs (conséquence des flux) des populations d'origine limitrophe dans la région du nord-est (zones frontalières) et de la Patagonie, dans lesquelles 31% et 15% de la population d'origine limitrophe réside en 1947. Entre 1947 et 1960, le stock des migrants d'origine limitrophe dans la région de la Pampa a augmenté, passant de 12100 à 17100 individus. Toutefois le poids de la population d'origine limitrophe dans cette région a baissé (36%). Même remarque pour la région nord-est (de 31% à 27%). En revanche, le poids des migrants limitrophes a augmenté dans le nord-ouest, le Cuyo et surtout en Patagonie. A partir des années 1960, la province de Buenos Aires (en particulier vers l'aire métropolitaine de Buenos Aires) attire massivement les migrants limitrophes, " *ce qui est un phénomène contraire à la tendance que suit de la population du pays*" (Sasonne, 2000:p217). En 1970, 31% des migrants limitrophes du pays résident dans la province de Buenos Aires. Dix ans après, 40% y résident. Entre 1980 et 1991, la part des migrants limitrophes résidant en Patagonie augmente. Elle atteint 17% en 1991. Parmi les 144 772 migrants limitrophes résidant en Patagonie, 7% résident à l'extrémité des terres australes, en Terre de Feu.

L'évolution de la distribution des Boliviens sur le territoire argentin depuis plus d'un siècle (1869-2001) tend à montrer à la fois la permanence des grands foyers de l'immigration bolivienne à l'échelle de l'Argentine mais aussi les mutations plus ou moins importantes qui sont à l'œuvre. En 1914, 95% des Boliviens résidant en Argentine se trouvaient dans le nord-ouest argentin et 70% étaient dans la province de Jujuy. Jusqu'en 1947, plus de 90% des Boliviens résidaient dans la région du Nord-ouest argentin, principalement dans les provinces de Jujuy et de Salta. En 1960, plus de 78% des Boliviens résidaient dans le nord-ouest argentin, 6,5% dans la capitale fédérale de Buenos Aires et 7,2% dans le reste de la province de Buenos Aires. En 1970, 50% seulement des Boliviens résidant en Argentine sont recensés dans le nord-ouest et plus de 37% se trouvent à Buenos Aires. Les données sur les effectifs des Boliviens issues du recensement de 1980 confirment le pouvoir attractif croissant de l'aire métropolitaine de Buenos Aires au détriment du nord-ouest argentin. A cela, il faut ajouter que sur la période 1970-1991, les proportions des Boliviens dans le Cuyo et en particulier en Patagonie ont augmenté. L'évolution de la distribution des Boliviens sur le territoire argentin sur la période 1980-1991, montre à la fois l'augmentation des effectifs Boliviens à Buenos Aires et une dispersion progressive des Boliviens sur le territoire argentin avec notamment l'augmentation des effectifs des Boliviens dans le Cuyo et en Patagonie. En 1991, 38,8% (55 704 individus) des Boliviens résidaient dans le *Gran Buenos Aires*, 35,4% dans le nord-ouest (principalement dans les provinces de Jujuy et de Salta) 10,2% dans la Pampa, 10% dans la région de Cuyo (principalement à Mendoza), 4,1% en Patagonie et enfin 0,6% dans le nord-est. Les données du recensement de 2001 illustrent le

¹ La région de la Pampa se compose des provinces suivantes : Capitale Fédérale, Buenos Aires, Córdoba, Entre Ríos, La Pampa, Santa Fe.

² La région Nord Est : Corrientes, Chaco, Formoso, Misiones.

³ La région patagonique: Chubut, Neuquen, Rio Negro, Santa Cruz, Terre de Feu.

GAUVIN Audrey (2009) Quand les Boliviens migrent à Ushuaïa. Parcours des migrants internationaux originaires de Cochabamba (Bolivie) et géographies mouvantes de leurs familles In le site web *Regard d'une géographe sur les migrations internationales boliviennes* [En ligne] <http://www.audreygauvingeographe.fr>

ralentissement de la croissance des effectifs des Boliviens dans le Cuyo et en Patagonie au profit du *Gran Buenos Aires*. A l'exception des provinces du Chaco, de Formosa, de Corrientes, de Jujuy, de Santiago del Estero et de la Terre de Feu, les effectifs des Boliviens de chacune des provinces ont augmenté sur la période 1991-2001. En 2001, le *Gran Buenos Aires*, la ville de Buenos Aires, Jujuy et Salta demeurent les principaux foyers de peuplement des Boliviens résidant en Argentine.

4. Spécificités sociodémographiques des migrants boliviens en Argentine

Bien qu'hétérogène, comment cette population bolivienne se différencie-t-elle des populations originaires des autres pays limitrophes de l'Argentine ?

La féminisation tardive de la migration bolivienne

En comparant les indices de masculinité (nombre d'hommes pour 100 femmes) des populations résidant en 2001 en Argentine, nées dans les pays suivants: le Brésil, le Paraguay, le Chili, le Pérou, avec celui de la population née en Bolivie, on s'aperçoit que les populations nées dans les pays cités ci-dessus se composent majoritairement de femmes à l'exception de celle native de Bolivie. La prédominance des femmes sur les hommes au sein de la communauté uruguayenne date des années 40', celle natives du Brésil date des années 60', celle du Paraguay, des années 80' et celle du Chili et du Pérou, des années 90'. Entre 1914 et 2001, l'évolution de l'indice de masculinité de la population née en Bolivie tend à montrer que la migration bolivienne s'est progressivement féminisée mais tardivement en comparaison aux autres populations immigrées en Argentine. En l'espace de quarante ans, l'indice de masculinité est passé entre 1960 et 2001, de 148,9 à 101,2. En 2001, la part des Boliviens est égale à celle des Boliviennes en Argentine. Quelles sont les causes de la féminisation progressive et tardive de la migration bolivienne ? Comme nous avons eu l'occasion de le développer précédemment, la migration internationale bolivienne vers l'Argentine a pris, à partir des années 1970, un caractère plus durable du en grande partie aux mutations des dynamiques migratoires des Boliviens, c'est-à-dire de l'accroissement des flux vers les villes argentines et de la sédentarisation progressive des Boliviens dans ces villes au détriment des pratiques migratoires transfrontalières saisonnières de type rural-rural. L'augmentation de la présence bolivienne dans les villes argentines ainsi que la sédentarisation des Boliviens ont favorisé le regroupement des familles boliviennes dans les villes, mais aussi ont incité des migrants à partir en Argentine avec leurs épouses, leurs soeurs et leurs filles, tout au moins, de favoriser le regroupement des familles boliviennes en Argentine. Au fil des décennies, de plus en plus de femmes ont rejoint certains membres de leurs familles, ou des compatriotes installés en Argentine (Dandler, Medeiros, 1991:p33).

Près de 25% de la population née en Bolivie a moins de 20 ans

En comparant la structure par âge des populations originaires des pays limitrophes de l'Argentine et de celle du Pérou, on remarque que plus de 20% des migrants nés en Bolivie et au Pérou sont âgés de moins de 25 ans alors que ceux de la même classe d'âge chez les migrants du Chili et de l'Uruguay représentent respectivement 8,6% et 11% (INDEC, 2001). Plus de 70% des migrants nés en Bolivie et au Pérou sont âgés de moins de 50 ans alors que ceux du Chili et du Brésil représentent moins de 60%. En Argentine, 25% de la population née en Bolivie a moins de 25 ans alors qu'en Bolivie le pourcentage atteint 60% (INE, 2001). Ces données tendent à montrer que la population bolivienne en Argentine est plus âgée que celle résidant en Bolivie. Le différentiel existant entre la structure de la population bolivienne en Argentine et celle en Bolivie est dû en grande partie au différentiel des indices de fécondité des deux populations et au prolongement de la vie de la population argentine en Bolivie.

Un niveau d'instruction globalement peu élevé et principaux secteurs d'activités

Près de 80% des Boliviens résidant en Argentine en 2001 n'ont pas terminé le secondaire. Parmi eux, 50% n'ont pas terminé leur primaire. On pourrait en conclure que les migrants boliviens ont un niveau d'instruction assez bas. Toutefois, ces données ne sont pertinentes que si on les compare aux niveaux d'instruction des populations migrantes originaire des autres pays limitrophes de l'Argentine et de celle du Pérou. On remarque alors que comme à l'image de la population originaire de la Bolivie, 80% de la population originaire du Pérou, 85% de la population originaire du Chili n'ont pas terminé leur secondaire. Selon l'Organisation des Migrations Internationales, en 2001, 25% des Boliviens qui résidaient en Argentine travaillaient dans l'agriculture, 19% dans l'industrie, 18% dans la construction et 18 % dans les services : dans le commerce et la restauration (OIM, 2001).

5. Provenances des migrants boliviens résidant en Argentine

Les données des recensements argentins n'indiquent pas le département de naissance dans lesquels les migrants boliviens résidant en Argentine. Par conséquent, on ne peut que s'en remettre aux études menées auprès de divers échantillons de migrants boliviens pour connaître le lieu de naissance des migrants. Le problème est que la distinction entre le lieu de naissance d'un migrant et le dernier département dans lequel le migrant a résidé en Bolivie, n'est pas toujours parfaitement explicitée dans les nombreuses études portant sur la migration internationale des Boliviens. Ceci pose problème. Assimiler le département de naissance d'un migrant à celui dans lequel il a résidé avant sa migration en Argentine, revient à omettre l'hypothèse que ce migrant a pu migrer à l'intérieur de la Bolivie. Certaines études menées en Bolivie et/ou en Argentine tendent à montrer que les lieux de résidence en Argentine des migrants boliviens diffèrent selon les départements de naissance de ces derniers. Les migrants résidant dans le nord de l'Argentine proviendraient majoritairement des départements de Potosi (Almandoz, 1997:p505) alors que ceux résidant à Buenos Aires seraient en grande majorité originaire de celui de Cochabamba¹ (Ardaya, 19975 in Benencia et Karasik, 1995 :p19; Mugarza 1985 in Cortes, 2000a:127). Ces derniers étaient aussi majoritairement représentés dans la ville de Cordoba en 1996 (Domenach et Celton, 1998:p65). Que l'on considère l'"origine" comme le lieu de naissance des migrants ou comme le dernier lieu de résidence des migrants en Bolivie La question de l'origine rurale ou urbaine des migrants boliviens résidant en Argentine est relativement complexe. A l'exception des études menées en Bolivie, dans les lieux d'origine des migrants, peu de données statistiques peuvent véritablement éclairer cette question là. De manière récurrente, les études portant sur la migration internationale des Boliviens et menées en Bolivie, porte sur les migrations des "ruraux", qui dans ce cas de figure, sont des migrants boliviens dont les activités principales, en Bolivie, sont liées au travail de la terre (culture, commerce de leurs production, élevage...). L'enquête complémentaire des migrations internationales (ECMI) menée par l'INDEC apporte quelques éléments de réponse intéressants bien que sommaires sur la présence des migrants boliviens originaires du département de Cochabamba. Sur les 60 722 boliviens, âgés de plus de 18 ans enquêtés dans les quatre espaces urbains dans lesquels les migrants boliviens sont les plus représentés, 33,5 % proviennent du département de Cochabamba (ECMI, 2003). Les migrants originaires du département de Potosi représentent 21,7% des migrants, ceux du département de La Paz 19%. Ces données incitent à faire l'hypothèse que les migrants boliviens résidant en Argentine au début du XXIe siècle proviendraient en grande partie du département de Cochabamba.

Si le département de Cochabamba est statistiquement un département d'émigration à l'échelle du pays, il est aussi exportateur de migrants à l'échelle internationale. L'enquête complémentaire des

¹ Toutefois, les Boliviens originaires des départements de Cochabamba et de Potosi ne sont pas les seuls à émigrer. Ceux originaires du département de Tarija (D'Andréa, 2003 : 425p ; Hinojosa et al, 2000:105p) comme ceux d'Oruro, de La Paz, de Chuquisaca et de Santa Cruz migrent aussi en Argentine mais très certainement en moindre proportion. Au dire des études portant sur les migrations boliviennes vers l'Argentine, seuls les Boliviens originaire des départements du Béni et du Pando seraient "absents" du territoire argentin, toutefois aucune étude récente et approfondie ne le prouve.

migrations internationales (ECMI, 2003) renseigne sur le dernier département de résidence en Bolivie des 123 586 migrants boliviens - âgés de 18 ans et plus - enquêtés dans les quatre espaces urbains suivants : la ville de Buenos Aires, le Gran Buenos Aires, le Gran Salta et le Gran Salvador de Jujuy. Les données recueillies sur le dernier département de résidence en Bolivie des migrants boliviens avant leur migration en Argentine, comportent certaines limites dans la mesure où le département de naissance des migrants enquêtés n'est pas spécifié. Par conséquent, la mobilité résidentielle des Boliviens à l'intérieur de la Bolivie mais aussi en Argentine est omise, de plus l'attention semble être portée sur la "première migration" des Boliviens vers l'Argentine. L'enquête ECMI a donné les résultats suivants. Plus de 68% des migrants résidant dans le Gran Salvador de Jujuy ont eu pour dernier département de résidence en Bolivie les départements de Potosi (41%) et de Tarija (27%). De même, la majorité des migrants (55%) résidant dans le Gran Salta ont eu pour dernier département de résidence en Bolivie les départements de Potosi (32%) et de Tarija (25%). Par contre, la majorité des migrants boliviens résidant dans le Gran Buenos Aires proviennent majoritairement des départements de Cochabamba (32%) et de Potosi (22%). Les migrants ayant eu comme dernier département de résidence en Bolivie celui de Cochabamba représentent 11% des migrants dans le Gran Salvador de Jujuy et 13% dans le Gran Salta, alors qu'ils en représentent 32% (25 380) à l'échelle du Gran Buenos Aires et 32% dans la ville de Buenos Aires. En 2003, les migrants ayant pour dernier département de résidence en Bolivie le département de Cochabamba représentent 33% du total des personnes âgés d'au moins 18 ans résidant dans les quatre aires dans lesquelles les migrants boliviens sont les plus représentés. Face à ces données, on peut faire plusieurs hypothèses. En supposant que les migrants ayant eu comme dernier département de résidence en Bolivie celui de Cochabamba soient aussi natifs de ce département, on pourrait conclure que les natifs du département de Cochabamba migrent plus massivement vers l'aire métropolitaine de Buenos Aires que vers le nord de l'Argentine. A moins que ces mêmes migrants aient préalablement résidé dans d'autres provinces en Argentine avant de résider dans l'agglomération de Buenos Aires, ce qui est tout à fait possible du fait du courant migratoire croissant des migrants boliviens vers Buenos Aires depuis la fin des années 70'. La seconde hypothèse est que les migrants ayant eu comme dernier département de résidence en Bolivie celui de Cochabamba, ne soient pas majoritairement natifs de ce département mais qu'ils soient natifs, par exemple du département d'Oruro (important département d'émigration et voisin de celui de Cochabamba). A ce moment là, le département de Cochabamba - important département d'immigration à l'échelle nationale et d'émigration à l'échelle internationale - jouerait en quelque sorte pour les Boliviens natifs d'Oruro le rôle de plaque tournante pour les Boliviens migrant directement vers l'aire métropolitaine de Buenos Aires ou vers le nord de l'Argentine d'ailleurs. Quand est ce que les Boliviens ayant eu comme dernier département de naissance celui de Cochabamba sont-ils arrivés en Argentine ? Près de 80 % de ceux résidant dans le Gran Salvador de Jujuy et près de 50 % de ceux résidant dans le Gran Salta sont arrivés avant 1969 en Argentine. Les Boliviens ayant eu comme dernier département de naissance en Bolivie celui de Cochabamba, résidant dans le Gran Buenos Aires en 2003, 60% sont arrivés en Argentine à partir des années 80': 28% entre 1980- 89 et 32% entre 1990-2002. Quant à ceux résidant dans la ville de Buenos Aires en 2003, 77% d'entre eux sont arrivés en Argentine à partir des années 80' sont arrivés en Argentine: 19% entre 1980- 89 et 58% entre 1990-2002. Le problème de ces données statistiques est qu'elles ne prennent pas en considération les migrations des boliviens à l'échelle de l'Argentine [\[Fig.II.4\]](#).

Conclusion

La flexibilité des politiques migratoires Argentines a joué et joue encore de nos jours un rôle non négligeable dans la consolidation du couple migratoire boliviano - argentin. Les mesures de régulation de l'immigration prises par les gouvernements argentins à différentes époques illustrent par contre le problème que pose le nombre de migrants illégaux et clandestins (dont de nombreux Boliviens) sur le sol national. " Problème " qui a pour solution, du moins selon le point de vue des gouvernements

argentins, les promulgations régulières d'amnisties migratoires. La relation entre les politiques migratoires étatiques et les flux d'immigrants n'est pas sans équivoque. Si les politiques migratoires des États existent et se modifient sans cesse, c'est bien dans le souci de la part des gouvernements de gérer, freiner les flux mais aussi de "laisser entrer" des individus susceptibles de pallier à un manque de main d'œuvre dans tel ou tel secteur et cela dans une conjoncture bien précise. Dans le cas des migrations boliviennes vers l'Argentine, les besoins en main d'œuvre dans certains secteurs comme celui de l'agriculture, du bâtiment et des services à domicile, ainsi que les fluctuations des politiques migratoires argentines, ponctuées de campagnes massives de régularisation des migrants illégaux et clandestins, ont contribué à favoriser les migrations boliviennes mais plus encore le phénomène de circulation migratoire entre les deux pays. L'illustration par excellence de l'ajustement perpétuel existant entre l'offre et la demande d'emploi en Argentine des Boliviens est celle des traditionnelles migrations temporaires de ces derniers. Les Boliviens en Argentine, communément appelées les "populations hirondelles" reflètent bien les intérêts, les enjeux bilatéraux des populations des deux pays voisins ainsi que l'"état d'esprit" dans lequel les deux peuples se côtoient. Ce qui ne va pas sans soulever un certain nombre de questions sur la territorialisation, voir la sédentarisation des Boliviens en Argentine. La multiplication des villes moyennes et la croissance des grandes villes en Bolivie n'ont pas été capables de dynamiser le marché de l'emploi bolivien au point d'absorber la demande d'emploi des populations urbaines toujours croissantes ainsi que des populations rurales arrivant de plus en plus nombreuses dans les villes. La croissance du secteur informel due à la crise des années 80' et aux mesures d'ajustement structurel (Franqueville, 2000:31) ont accentué la paupérisation de nombreux ménages urbains, dont l'économie repose sur des revenus faibles et instables. A ces ménages d'origine urbains, s'ajoutent ceux venus des campagnes qui ont cru un temps trouver "en ville" un emploi et de meilleures conditions de vie. Pourtant, plus que dans les campagnes où l'agriculture de subsistance permet à de multiples familles de survivre, le mode de vie urbain exige un minimum de ressource financière de la part de ces ménages afin qu'ils puissent accéder à un logement et acheter leur nourriture chaque jour, auquel cas la mendicité des femmes et des enfants des campagnes demeure la seule solution de survie de ces populations. L'urbanisation de la Bolivie ne semble pas avoir de façon significative entravé le développement du couple migratoire boliviano-argentin (appelé aussi comme le système migratoire traditionnel bolivien vers l'Argentine) amorcé à la fin du XIXe siècle. En effet, la pression démographique dans les campagnes boliviennes, la fermeture de nombreuses mines, la pénurie d'emploi et la faiblesse des salaires des emplois dans les villes (ou l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi), le surendettement de l'État, l'histoire politique agitée du pays, sont autant de facteurs qui ont contribué à maintenir et à accentuer les migrations des populations boliviennes vers un de ses pays voisins: l'Argentine. Autrement dit, malgré l'urbanisation du pays et les migrations internes des Boliviens depuis ces cinquante dernières années, le système migratoire bolivien - argentin s'est consolidé tout en se modifiant au gré des conjonctures économiques et politiques des deux pays voisins. Il n'empêche que l'urbanisation, comme fait nouveau en Bolivie de ces trente dernières années, affecte fort probablement le système migratoire traditionnel bolivien vers l'Argentine.